

NOURRIR

Sylvie Brunel

NOURRIR

Cessons de maltraiter
ceux qui nous font vivre !

BUCHET • CHASTEL

ISBN 978-2-283-03724-9

© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2023

Sommaire

1. Nourrir	9
2. Mais que mangent donc ceux qui maltraitent les paysans ?	11
3. Des chefs d'entreprise avant tout.....	15
4. Produire plutôt que communiquer	21
5. Bienvenue dans les nouveaux comices agricoles !	31
6. Les nouveaux docteurs en betteraves.....	36
7. Le roi méconnu de la nature	47
8. Des magiciens et des chevaliers.....	53
9. Une rémunération juste pour une agriculture digne.....	57
10. Lutter contre la solastalgie de la jeunesse.....	68
11. Pour un service civique agricole.....	78
12. Marcher pour le climat, c'est travailler pour l'agriculture	85
13. Small is beautiful ? Non !.....	89
14. Associer les modèles au lieu de les opposer	96
15. Pour une révolution triplement verte	104
16. Alchimistes du vivant.....	111
17. Frère Pou ?.....	118
18. Mortelles courgettes	125
19. Mourir de faim, le grand danger de l'humanité.....	133

20. Le grand basculement alimentaire.....	140
21. Il n'y a pas de bombe P.....	146
22. Rendre confiance à la jeunesse.....	156
23. Une petite agriculture familiale paysanne qui souffre	167
24. La sécurité alimentaire, c'est une question de volonté politique.....	176
25. Réussir à tout concilier	182
26. Pour pouvoir tous manger, il faut traiter.....	189
27. Quand la planète s'embrase... ..	203
28. Contre les incendies, les paysans.....	213
29. L'alibi commode du climat.....	221
30. Sauver le Sahel pour sauver l'Europe.....	228
31. Nuages intelligents.....	242
32. Des noix, des truffes et du jambon... grâce à de l'eau partagée	254
33. Muer le sable en or...l'irrigation, c'est la vie....	263
34. Éloge du pin des Landes.....	271
35. Le maïs aussi fait tomber la pluie	275
36. Sauvons les belles pommes !.....	285
37. Un rempart contre la Méditerranée : le riz... ..	293
38. Les conseillers ne sont pas les payeurs (<i>petite synthèse</i>)	300
39. Petit bréviaire du plus beau et du plus dur métier du monde.....	304
40. Une grande puissance nourricière en péril (<i>quelques documents essentiels</i>).....	311
Remerciements.....	329

1.

Nourrir

L'arme alimentaire
est de retour
Les Français se serrent
la ceinture
Il est urgent de sauver
notre agriculture !

Pour construire un monde accueillant,
Faire face à tous les défis qui nous attendent,
Nous avons besoin de paysans forts,
Et nous les maltraitons.
Nous avons besoin d'une jeunesse confiante,
Et nous l'inquiétons.

Et si on changeait enfin notre façon d'agir ?

Accorder à ceux qui nous nourrissent
Tout le respect qu'ils méritent,
Donner à nos jeunes
Des perspectives galvanisantes,
L'avenir n'est pas bouché !

Mais il nous faut engager un nouveau pacte,
Réconcilier la jeunesse, la société et les paysans,
Qui ont également besoin de la nature.

Rendre à notre pays sa souveraineté alimentaire
Faire vivre les territoires
Donner de l'espoir
En rendant sa dignité et la reconnaissance qu'il
mérite
Au plus beau métier du monde.

Être paysan aujourd'hui
Nourrir ses concitoyens
Faire vivre le monde
C'est exercer le plus beau
Mais aussi le plus dur métier du monde.

Voici un Manifeste pour le monde agricole
Une France forte et souveraine ne peut perdre sa
première richesse.

2.

Mais que mangent donc ceux qui maltraitent les paysans ?

Nourrir. Quelle mission plus noble que de nourrir ses concitoyens ? Paysan, pays, paysages... tous ces mots appartiennent à la même famille. Et ils commencent comme le mot le plus essentiel de l'humanité : Paix.

Qu'on les appelle « paysans », terme qui sonne aujourd'hui comme une revendication, un enracinement, une fierté, ou bien « agriculteurs », mot plus récent et plus technique, qui induit la modernité dans laquelle ils sont pleinement engagés, ceux qui nous nourrissent sont les chevaliers discrets et méconnus des territoires. Ils relient le passé à l'avenir, tissent autour de la terre un rhizome de connaissances et d'expériences partagées, un réseau de solidarités.

L'avenir du monde repose sur les épaules des paysans. Et nous oblige à leur égard.

Pour qu'un pays se porte bien, pour que ses paysages soient beaux, pour que la paix règne sur l'humanité, il faut des paysans. Se nourrir, c'est l'acte le plus important du monde.

Comme tout être vivant, l'être humain ne peut vivre sans manger et sans boire.

Mais manger n'est pas seulement un acte physiologique, et tous les fantasmes des années soixante-dix sur une alimentation résolue par l'absorption de simples pilules ont dû plier devant cette réalité intangible : se nourrir est un acte à la fois culturel, social et politique. Dis-moi ce que tu manges, je te dirai qui tu es. Innombrables sont les livres sur l'alimentation, la gastronomie, le goût, l'accord entre les mets et les vins, qui fondent la civilisation du bien-vivre.

Jamais nous n'avons eu autant besoin des agriculteurs, jamais nous ne les avons autant maltraités. Ils exercent pourtant le plus beau métier du monde. À notre service. Et ils possèdent toutes les clés du développement durable. Ce sont eux, les premiers écologistes de la planète. Quelle est cette société qui se permet de mordre ainsi la main qui la nourrit ?

Plus ils en font pour nous satisfaire, plus nous les critiquons. Guerre des prétendues « bassines », mise en accusation du maïs ou de l'élevage, qui nourrissent pourtant le monde en valorisant des terres difficiles, procès permanents sur les traitements, qu'il faudrait bannir alors que le changement climatique et la mondialisation exacerbent la pression parasitaire, dénonciation d'une agriculture qualifiée d'industrielle, alors qu'elle reste d'abord familiale, éloge forcené des circuits courts et du local, alors que des ménages de plus en plus pauvres se précipitent en grande surface sur le discount alimentaire importé de l'étranger... Cela devient de la folie, de l'hystérie. Du grand n'importe quoi. Avec un risque

grave de « désagriculturalisation », dans un monde où les céréales sont redevenues une arme. Où avoir accès au lait et à la viande signifie sortir de la pauvreté. Où la faim a fait son grand retour, y compris en France, où on doit de plus en plus se priver pour boucler les fins de mois.

Mais que mangent donc ceux qui accusent ainsi les paysans ? Ceux qui osent les traiter de pollueurs et d'empoisonneurs, sans avoir la moindre idée de la façon dont on produit aujourd'hui de la nourriture, avec une technicité que peu de professions sont capables d'égaliser, appliquent-ils pour eux-mêmes la rigueur qu'ils exigent de ceux qui les nourrissent ?

Le changement climatique, la crise du Covid et la guerre en Ukraine ont remis l'alimentation au cœur des enjeux de société. Les questions de la souveraineté alimentaire, de l'autonomie alimentaire, des modèles agricoles au premier plan.

Essentiels pour le monde, ceux qui cultivent la terre et élèvent les bêtes devraient donc occuper le premier rang dans les politiques mondiales et nationales.

Ce n'est pourtant pas le cas : le plus beau métier du monde, nourrir ses concitoyens, est aussi le plus dur métier du monde. Combien de fléaux, sans cesse, s'abattent sur la route des paysans ? Du climat à la géopolitique, il leur faut vaincre tous les obstacles pour apporter dans les assiettes ce qu'attend l'humanité, c'est-à-dire trois bons repas par jour, à un prix abordable.

Nous sommes encore bien loin du compte. Un milliard de personnes vivent dans l'insécurité

alimentaire. Les famines continuent d'endeuiller le monde, tuant d'abord les enfants et les plus fragiles.

Il faut soutenir nos paysans ! Parce qu'ils sont seuls capables de sublimer le vivant pour en tirer le meilleur tout en affrontant les caprices du temps, ceux qui nous nourrissent devraient avoir droit à tous les égards.

Partons à la rencontre des fils de la terre. Convoquons l'histoire et la géographie pour comprendre pourquoi nous leur devons tant.

Et demandons-nous pourquoi
nous les traitons si mal, eux qui,
pourtant, tiennent notre futur
entre leurs mains.

3.

Des chefs d'entreprise avant tout

Cessons le misérabilisme et la condescendance à l'égard de ceux qui nous nourrissent ! Plus de 300 suicides chaque année dans le monde agricole, ce n'est pas acceptable, même si, en ces temps difficiles, toutes les professions sont exposées. Qu'une exploitation sur trois ne trouve aujourd'hui pas de repreneur, alors que la moitié de la profession va prendre sa retraite au cours de la prochaine décennie, indique l'expression d'un malaise paysan. Qui met en péril toute la société, menaçant notre souveraineté alimentaire, dans un monde où la géopolitique de la faim dicte les alliances.

Produire de la nourriture est devenu de plus en plus difficile. Elle est pourtant vitale. Pour qu'elle soit saine, sûre, suffisante, abondante et accessible financièrement, qui sont les paramètres essentiels de la sécurité alimentaire, il faut cocher beaucoup de cases.

(Le paysan n'est pas
une victime, c'est d'abord
un professionnel compétent.)

C'est un chef d'entreprise qui aime son métier, et est fier de sa façon de travailler, des aliments qu'il met dans nos assiettes.

Pourtant, une petite minorité, pour exister, a décidé de taper sur ses pairs. Certains médias adorent mettre en avant le producteur « différent », en guerre contre l'agriculture moderne et l'industrie agro-alimentaire. Ils font leurs choux gras de modèles alternatifs, sans réaliser qu'ils ne nourrissent personne, que leur généralisation serait un drame pour notre sécurité alimentaire.

Comme toutes les professions où il faut bûcher dur (la restauration, l'hôtellerie, le transport, les soins, la police...), le monde agricole peine à recruter. Des millions de postes sont à pourvoir. Mais beaucoup d'entre nous, confortablement installés en ville, où nous nous sommes habitués à une nourriture abondante, variée et sûre, rêvons pourtant d'une agriculture de jardins, de petits producteurs modestes et méritants qui travailleraient comme leurs grands-parents. On ne peut pas préconiser ainsi des modèles qui renvoient les paysans à la pénibilité, au travail manuel ! Des modes de production qui donnent peu, et pour des personnes aisées.

La violence des confinements, les difficultés et le coût de la vie urbaine, mais aussi la « grande démission » qui a suivi la pandémie de Covid ont renvoyé dans les campagnes des millions de personnes, en quête d'une vie plus authentique, plus reconnectée avec la nature. Quel paradoxe de constater qu'aussitôt installées dans ce monde qu'elles trouvent beau et accueillant, une partie d'entre elles s'attelle à critiquer les paysans ! Leur travail et les « nuisances »

qu'il engendrerait, le bruit, les mouches, les tracteurs, et surtout les traitements des cultures, tout exaspère les néo-ruraux.

C'est simple : aujourd'hui le paysan est coupable. De tout. Il est devenu le bouc émissaire de nos peurs et de nos colères. Qu'il écoute la radio, qu'il ouvre les journaux, qu'il allume la télévision, qu'il s'aventure sur les réseaux sociaux, et le voilà systématiquement mis en cause. Tout est prétexte à l'accuser ! Le maïs serait une pompe à eau. Il faudrait le remplacer par du sorgho. Les pommes seraient trop traitées. Il serait urgent de généraliser le bio. Manger de la viande saccagerait la planète. Un régime végétal au contraire la sauverait. Les réserves de substitution ne seraient que de monstrueuses mégabassines (mais qui a inventé ce mot débile ?) qui illustreraient la « maladaptation ».

La liste est interminable. Plus d'oiseaux ? Les paysans ! Des pare-brise de voiture sans insectes ? Les paysans ! La pollution à Paris ? Les paysans ! Les algues vertes ? Les paysans !

Ne me dites pas que vous ignorez cette ritournelle : elle est jouée en continu, particulièrement sur certains médias du service public. À quoi reconnaît-on un urbain aisé exerçant un métier intellectuel ou de communication ? Au mépris qu'il exprime à jet continu contre les pratiques du monde agricole, forcément productiviste, forcément tueur de nature, et bien sûr vivant de subventions pour engraisser l'agro-industrie. Critiquer les agriculteurs pour encenser les jardiniers, opposer les vertueux petits aux méchants gros est devenu un critère de distinction.

Bien sûr, la mise en accusation du secteur productif par des personnes qui en dépendent pourtant n'est pas réservée aux seuls agriculteurs. Les énergéticiens subissent le même ostracisme systématique. Le retour au principe de réalité dans l'énergie conduit d'ailleurs aujourd'hui la France, l'Europe, à faire les yeux de Chimène au nucléaire et au gaz de schiste américain après les avoir vilipendés. Et même à rouvrir des centrales à charbon, énergie fossile vue comme une abomination.

Il serait temps que le principe de réalité s'applique aussi à l'agriculture. Que nous cessions de scier la branche sur laquelle nous reposons.

Notre indépendance et notre sécurité alimentaires, la beauté de ces campagnes où nous souhaitons passer du temps, ces chemins ruraux, ces alpages et ces forêts dans lesquels nous adorons randonner, et même ces plans d'eau qui font les vacances réussies des familles, le bonheur des ornithologues et des pêcheurs, tout cela dépend des paysans !

Mais qui connaît vraiment leur métier ? Nous pérorons sans savoir. Il faut aller à la rencontre de ceux qui nous nourrissent, les écouter, pour comprendre à quel point notre agriculture est admirable. L'Europe, c'est la première région nourricière du monde. La France, l'un des pays les plus exigeants sur les normes alimentaires, environnementales, mais aussi sociales. Tous les piliers du développement durable, les paysans les mettent en œuvre au quotidien.

Nous sommes des privilégiés, car notre agriculture reste familiale, variée, exigeante et propre. Elle réussit à concilier la quantité et la qualité, alignant

les performances dans tous les domaines, sur moins de 5 % des superficies cultivées dans le monde. Ne tuons pas la poule aux œufs d'or, nous qui avons abattu préventivement 22 millions de volailles en France en 2022 pour nous prémunir d'une menace affolante, la grippe aviaire.

(Soyons conscients
des vraies menaces
et des vrais enjeux !)

Le monde compte encore un milliard de paysans, qui, partout, doivent vaincre bien des périls pour parvenir à vivre décemment de leur travail. Beaucoup sont très pauvres et souffrent de la faim. Leurs pays doivent importer massivement de la nourriture en provenance d'un tout petit nombre de grandes puissances exportatrices, dont la France. Partout, le prix des aliments, mais aussi de l'énergie conditionne la paix sociale. Que les étals se vident et c'est la révolution.

Pour nous prémunir de tels risques, qui ont marqué l'histoire de France, les agriculteurs agissent ici en mobilisant les techniques les plus avancées, les semences les plus performantes, les machines les plus intelligentes, pour à la fois produire, mais aussi protéger la nature, stocker le carbone, non seulement s'adapter au changement climatique, mais aussi lutter contre ses conséquences les plus redoutables, les canicules, le manque d'eau, l'érosion des sols, la disparition de la biodiversité.

Un agriculteur, quel que soit son modèle de production – bio, conventionnel, court, long, il faudrait cesser de les opposer parce qu'on a besoin de tout le monde et que tout le monde essaie de faire de son mieux –, doit être bon partout pour réussir à

exercer son métier. Ce n'est ni un jardinier, ni un décorateur de la nature, mais un chef d'entreprise. Il doit piloter sa ferme comme un commandant de bord. Une ferme, c'est un avion. Il y a des boutons partout, et s'il se trompe, ça peut lui coûter très cher. Et à nous aussi, parce que nous n'avons plus rien à manger.

4.

Fiers, libres et debout

Si toutes les fermes sont différentes, chacune est unique. Parce que l'infinie variété des sols et des terroirs exige une infinité de choix. Et une connaissance si pointue qu'elle est parfois incommunicable, et même intransmissible. D'où l'importance de la formation agricole, dont la France est un des pays leaders. Souvent, il y a tellement d'écart entre ce que croient savoir les citadins, les journalistes, le grand public, les néo-ruraux sur une culture ou un élevage, et ce que doit mettre en œuvre le professionnel pour relever le défi de la production dans de bonnes conditions, que ça devient un dialogue de sourds.

Beaucoup d'agriculteurs ont du mal à expliquer la technicité et la complexité de leur métier. Et leurs interlocuteurs leur laissent rarement le temps de le faire. Nous sommes au temps du slogan, des solutions simples, des visions binaires, transmises par les réseaux sociaux, les émissions de débat, la recherche permanente du scandale et de l'indignation. Comment un paysan peut-il s'y retrouver dans cette jungle de la communication, où un bon mot,

fût-il faux, a plus de poids qu'une explication complexe ?

(Le paysan travaille
dans son champ, ce n'est
pas un communicant.)

Il a autre chose à

faire – gérer son exploitation pour nous nourrir, mais aussi une montagne de paperasses, de contrôles et de défis techniques, tout en réussissant à gagner correctement sa vie. Un bon paysan a non seulement le fameux « bon sens » et des années d'expérience, mais ce n'est pas le roi de la formule choc. Face aux accusations, il se replie chez lui, dans son exploitation, et se tait. Il lâche l'affaire. Tant pis pour ceux qui ne veulent pas comprendre : qu'on ne vienne pas lui dire comment travailler !

D'autant qu'il ne cesse de se remettre en question et de progresser pour produire plus, mieux et avec moins. Lui donner des leçons de nature, à lui dont elle est l'outil de travail et qu'il connaît mieux que quiconque, c'est ridicule. Vient-il, lui, expliquer comment on fait son métier aux journalistes ou aux enseignants, toujours prêts à savoir mieux que lui ce qui est bon pour l'environnement ? Trop d'enseignants, hélas, au lieu d'emmener leurs classes dans les fermes, critiquent devant leurs élèves ces professionnels qui les nourrissent et veillent sur leur santé – car les paysans aussi ont des enfants, et quand ces derniers rentrent de l'école en reprochant à leurs parents de polluer la terre, ça les met en colère et les attriste.

Nos grands-parents ne voulaient pas que leurs enfants reprennent le flambeau. Parce qu'on méprisait trop ceux qui vivaient de la terre. « Ne sois pas paysan, mon fils. » Leurs enfants sont partis dans les

villes et leurs enfants à eux ont oublié leurs racines. Un hiatus, une fracture se sont creusés entre le monde rural et le monde urbain, qui a oublié à quel point la nourriture pouvait devenir un problème. Nous nous sommes habitués à manger de tout, en quantité et pour pas cher. Jusqu'à aujourd'hui, avec le retour des manques et des pénuries, la flambée des prix remettent l'agriculture au cœur de nos sociétés.

Aujourd'hui, le mouvement inverse s'est amorcé : les petits-enfants veulent revenir dans les campagnes, au plus près de la nature. Mais, dans les nouvelles installations agricoles, le quart concerne les personnes qui sont issues d'un autre milieu que l'agriculture et veulent s'installer dans des modes de production alternatifs, bio, circuit court, activités de niche comme petit maraîchage ou petit élevage. C'est à la fois bien... et dangereux, parce que ces modèles alternatifs construisent une agriculture de la précarité, où on ne compte pas ses heures de travail pour des résultats souvent aléatoires. De nouvelles fabriques de pauvres. Qui ne risquent pas de nourrir les grandes villes et d'assurer l'alimentation du quotidien pour tous.

Pour remplir cette mission vitale, nous avons au contraire besoin d'exploitations performantes, nourricières, propres bien sûr. Et pour cela, il faut de grandes connaissances techniques, un véritable accompagnement agronomique et commercial, et des moyens financiers.

Au cœur de son exploitation, le paysan règne en maître, libre, souverain, en alerte permanente. Pour être performant, ou tout simplement pour pouvoir continuer à travailler dans sa ferme sans devoir

mettre la clé sous la porte, il faut tout savoir. Tout maîtriser. Le paysan est une vigie du ciel et des marchés. Un œil sur les nuages, l'autre tourné vers le sol, pour guetter sa santé et tout ce qui la menace, vous imaginez ? La météo, les prix, les insectes, voire le citadin ignorant qui vous toise parce que quand même vous êtes un peu bouseux, là, dans votre champ, avec votre cotte et vos bottes crottées, il y a de quoi saturer. Mais si vous portez costume et cravate et pilotez votre ferme avec un smartphone, c'est encore pire : vous n'êtes pas un « vrai » paysan aux yeux de l'urbain, qui ressent souvent à l'encontre de celui qui vit dans la campagne un racisme de classe.

Connaître parfaitement ses parcelles, leurs expositions, les qualités et limites de leurs sols, leur aptitude à retenir ou non l'eau. Avec tout un vocabulaire dont les profanes ne connaissent pas le premier mot – un sol ressuyé, ça vous dit quelque chose ? Et un broutard ? Et une vache allaitante ? Être paysan, c'est connaître parfaitement ses plantes et ses bêtes. Avoir l'œil suffisamment exercé pour identifier la moisissure qui se profile et risque de se propager à tout le champ. Débusquer le premier puceron avant que des milliards ne s'abattent sur les cultures, sans que les braves coccinelles y puissent grand-chose. Envoyer un drone épandre des trichogrammes contre la pyrale du maïs pour ne pas avoir à utiliser ces « pesticides » désormais honnis.

Trichogramme ? De petites guêpes parasitoïdes qui s'attaquent aux œufs des lépidoptères ravageurs. Pour chacun des mots de cette phrase, il faut une encyclopédie. Le paysan a tout ça dans la tête. L'encyclopédie et la mémoire des risques,

toute l'agronomie nécessaire pour cultiver chaque parcelle de son champ, en appliquant des rotations nécessaires à la santé des sols et au maintien de la fertilité. Le choix des meilleures plantes, des meilleures variétés, des meilleures semences. Le tournesol, le maïs, la betterave, le blé, l'orge, les CIPAN (cultures intermédiaires pièges à nitrate), les CIVE (cultures intermédiaires à valorisation énergétique)... À chaque minute de sa vie, le paysan exerce des choix.

Il est le grand ordonnateur de la nature, le maître des assiettes, le chef d'orchestre de la ferme. Mais son savoir-faire se double rarement du faire-savoir.

Heureusement, il existe une jeune génération prête à prendre la relève. Elle maîtrise les outils de communication modernes. Et elle y croit !

Les jeunes agriculteurs ont conscience d'entrer dans une nouvelle ère où l'on attend d'eux qu'ils répondent à toutes les attentes sociétales. Ils se posent des questions sur la meilleure façon de produire pour tout concilier, et surtout pour parvenir à vivre de leur travail. Ce qui compte à leurs yeux, c'est l'équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle. Ils sont prêts à tout expérimenter pour relever le défi de bien nous nourrir dans le plus grand respect de la nature, mais il leur faut réussir à faire tourner leur exploitation, à assurer sa pérennité. Ce qui me marque, c'est combien ils sont fiers de leur métier. Échanger avec eux est un bonheur.

Mais ils souffrent du manque de reconnaissance de leur profession. De leur difficulté à expliquer toutes les connaissances qu'ils doivent mobiliser,

dans tous les domaines, pour devenir des agriculteurs performants, qui vivront décemment de leur travail et s'entendront bien avec leurs voisins. Des personnes reconnues par la société, pleinement intégrées dans les défis écologiques et y prenant pleinement leur part.

Aller les rencontrer est une nécessité. Il ne faut pas passer à côté de cette chance inouïe qui nous est donnée :

(une jeunesse agricole
à la tête bien faite
et bien pleine,
qui croit à l'avenir
et s'attelle à le rendre meilleur.)

« Paysans ! nous sommes fiers d'être paysans !
Nous sommes libres d'être paysans !
Nous sommes dignes et debout, les paysans !
Paysans !
Nous sommes jeunes et paysans !
Nous sommes innovants et paysans !
Nous sommes dignes et debout
Les paysans !

Pas de pays sans paysans »
(*quattro*)

Ce chant non des partisans mais des paysans porte cette foi d'une nouvelle génération qui refuse de baisser les bras et qui croit en l'avenir et en sa mission. Il faut visionner ce formidable clip de trois minutes, réalisé en 2016 par les Jeunes Agriculteurs

du Haut-Doubs¹, pour toute l'énergie qu'il dégage. Une chevalerie protectrice, en cotte, marchant d'un pas décidé à l'assaut des champs et de cette société qui continue de les méconnaître.

Une formidable déclaration d'amour à une profession qui incarne à la fois la liberté, la nature et l'avenir, tel est le message que délivrent ces jeunes agriculteurs déterminés.

Les paysans sont de plus en plus diplômés. Ils sont aujourd'hui une des professions les plus connectées de France. La nouvelle génération, celle qui va répondre à la fois aux défis nourriciers et écologiques, sort d'excellents lycées agricoles : comme tous les pays avancés, qui savent à quel point l'agriculture est stratégique, la France s'enorgueillit d'un excellent réseau d'établissements de formation, le premier en Europe.

Dans ces établissements de formation agricole, les professeurs apprennent à leurs élèves autant l'agronomie, socle essentiel du métier d'agriculteur, que les fondamentaux de la gestion complexe des entreprises agricoles, qui ne peut être assurée sans de solides principes de gestion et de comptabilité. Il leur faut aussi, de plus en plus, intégrer la high tech : les nouveaux paysans sont des ageekculteurs, car sans outils d'aide à la décision, qui leur permettent de prévenir les accidents météorologiques et de mettre en œuvre une agriculture de précision, il leur serait impossible de répondre aux attentes écologiques, notamment sur les traitements des cultures, dont la société attend qu'ils soient de plus en plus limités, sans toutefois la mettre en danger.

1. <https://www.alerte-environnement.fr/2016/06/06/nous-sommes-fiers-detre-paysans/>

Ce réseau de lycées agricoles, qui maille tout le territoire, explique la force de notre agriculture. Mais il est aujourd'hui fragilisé par les critiques que subit le monde paysan, ce qui en diminue l'attractivité auprès des jeunes².

Oui, il nous faut cesser, face à ceux qui nous nourrissent, de brandir anathèmes et injonctions, pour mieux comprendre l'incroyable complexité d'une profession de plus en plus stratégique. (Le plus beau métier du monde mérite mieux que nos préjugés.)

Quand ils s'en donnent la peine, personne ne parle mieux de l'agriculture que les paysans. La jeune génération en est pleinement consciente. Et comme les agriculteurs sont loin d'être enfermés dans le passé, mais toujours au contraire en quête de nouvelles opportunités, les réseaux sociaux sont devenus pour eux un bon moyen de faire connaître leur métier.

FranceAgriTweets est un des plus actifs. Fondée en 2017, l'association communique activement, car elle est partie d'un constat incroyable : même ceux qui vivent à proximité des fermes ne connaissent pas la réalité du travail agricole, ce qui engendre des situations de méfiance, des conflits de voisinage, des tensions.

Il faut se rencontrer pour se réconcilier. Il faut échanger pour se comprendre. Bienveillance, pédagogie, ouverture d'esprit, les membres de FranceAgriTweets ont même publié un petit livre

2. Mission d'information sur l'enseignement agricole, réalisée par les sénateurs Jean-Marc Boyer et Nathalie Delattre, 2021.

vert, *Comment communiquer efficacement quand on est agriculteur...* (et qu'on manque de temps !), qui incite le monde agricole à sortir de sa bulle, à venir à la rencontre de la société pour expliquer son métier, à ne pas répondre à l'agressivité par l'agressivité, mais au contraire par de la franchise et des exemples concrets. Ceux qui agressent les agriculteurs le font souvent par peur. Il faut les rassurer en leur montrant que celui qui produit de la nourriture est une personne responsable, en quête des moyens les plus propres, les plus économiques et les plus écologiques pour parvenir à remplir nos assiettes de la meilleure façon possible. Que les agriculteurs soient fiers de leur mission et de leur métier, ils doivent le faire plus savoir !

« Officiellement aujourd'hui, ça fait 20 ans que je suis agriculteur. 20 années intenses, 20 années d'émerveillement, de réussites mais aussi d'échecs. 20 ans de doutes et 20 ans de prises de décisions ; 20 ans où on fait 10 métiers différents dans la journée », détaille @Agritof80 sur Twitter, dans son premier message d'une série accompagnée de superbes photos.

Derrière ce pseudo, Christophe B., polyculteur-éleveur laitier installé dans la Somme : « 20 ans de compromis entre l'idéal et le réalisable ; 20 ans à jouer de la météo, notre patronne ; 20 ans à voir que la nature ne nous veut ni du bien, ni du mal. Il s'agit simplement de s'adapter à ses contraintes ; 20 ans à observer ; 20 ans à continuer d'apprendre tous les jours. »

Au fil des années, Christophe B. a aussi observé les effets du changement climatique et a appris

à s'adapter pour en atténuer les conséquences. Il met en avant les évolutions des pratiques nécessaires « pour améliorer la durabilité de l'exploitation, afin d'être viable et vivable sur du long terme ».

Dans les commentaires, Benoît R., qui s'est installé la même année, partage son ressenti : « 20 ans que j'exerce le plus beau métier du monde. »

Nous avons la chance
inouïe d'avoir une armée
de chevaliers compétents
et heureux d'exercer
le plus beau métier
du monde
et nous les maltraitons ?
Cherchez l'erreur !

5.

Bienvenue dans les nouveaux comices agricoles !

D'immenses chapiteaux blancs au pied des volcans, des milliers de vaches, de brebis, de chevaux, de chèvres, avec toutes les races imaginables – la France, premier cheptel bovin d'Europe, s'enorgueillit d'avoir le plus grand nombre de races de vaches, plus de 50 ! – connaissez-vous le sommet de l'élevage de Cournon en Auvergne, premier salon mondial de l'élevage durable ? Si vous n'êtes pas éleveur et si vous ne vivez pas à Clermont-Ferrand, il y a de grandes chances pour que cet événement majeur pour le monde agricole soit passé sous vos radars.

Et pourtant ! J'y suis allée en octobre 2022, invitée par les producteurs de Hereford, la vache à tête blanche, d'origine anglaise. On la retrouve sur tous les tableaux de la conquête de l'Ouest américain. Elle s'installe petit à petit en France parce qu'elle est rustique, docile, facile à élever, qu'elle vèle bien et donne une viande exquise, comme l'Angus. La France s'enorgueillit d'avoir des sélectionneurs de premier plan, et il arrive que les Hereford soient croisées avec d'autres races, comme le Charolais par

exemple, une autre de nos fiertés nationales. C'est une race qui séduit les éleveuses, de plus en plus nombreuses, car elle ne demande pas forcément d'avoir de gros bras.

Après avoir galéré, en bonne urbaine, pour trouver la grande Halle d'Auvergne où se déroulait le plus grand Comice agricole qu'on puisse imaginer, j'ai été sidérée par le foisonnement de fêtes, de bêtes, de jeunes, foulards de couleur au cou tels de jeunes pionniers, fiers de leurs vaches, de leurs chèvres, de leurs brebis. Excellence de la gastronomie, abondance des concours de races, atmosphère joyeuse, découvrir Cournon fut une révélation !

En 2020, juste avant que le Salon de l'agriculture ferme prématurément pour cause de Covid, j'y ai emmené mes étudiants de master, comme chaque année. Rien de plus efficace pour les initier aux réalités de l'agriculture que de leur faire rencontrer tous les acteurs de cette immense foire agricole, où les politiques se précipitent pour améliorer leur image. Son attractivité, pendant deux semaines, évince celle du premier site touristique français, Disneyland Paris ! Tout le monde adore le Salon de l'agri- (les Français restent fiers de ceux qui les nourrissent.) culture, preuve que

Pour mes étudiants, rien de plus efficace que de rencontrer, selon leurs choix, les promoteurs de l'agriculture de conservation – celle qui se passe de labours pour mieux protéger les sols –, les chercheurs de l'ANSES, qui veillent avec vigilance sur la sécurité sanitaire de nos aliments, ceux du CIRAD, qui travaillent sur le développement des agricultures

tropicales, les Safer¹, qui œuvrent à la préservation d'un foncier de plus en plus convoité, pour le rendre accessible aux jeunes qui veulent s'installer en agriculture, mais aussi les producteurs de pommes, tout de rose parés, l'Odysée des céréales ou le pavillon dédié aux gastronomies de nos régions.

Bien sûr, une bonne partie des étudiants s'évade chaque année vers le chapiteau des outre-mer, où la dégustation de rhum va bon train, une autre est aussi irrésistiblement attirée par celui de l'élevage. « Jamais je n'avais vu de taureaux aussi énormes ! » s'exclament mes étudiants africains, mais pas qu'eux : combien, parmi mes étudiants français, n'ont jamais approché un bovin ? Le Salon de l'agriculture leur donne la possibilité d'échanger avec de jeunes éleveurs fiers de leurs bêtes, faisant s'entrecroiser fertilement les cultures urbaines et rurales, la science géographique et les connaissances zootechniques.

En 2020 donc, mes étudiants ont eu la chance d'être accueillis au débotté par Jacques Chazalet, incroyable personnage haut en couleurs qui détient l'immense privilège de présider cet immense sommet de l'élevage de Cournon d'Auvergne. Il leur a expliqué concrètement son métier d'éleveur de brebis, ses contraintes et ses joies. Le cheptel ovin, à travers un grand nombre de races là encore, est présent sur tout le territoire français, valorisant les milieux les plus difficiles en donnant les meilleurs fromages, comme le roquefort, plus ancienne AOP française, obtenue en

1. Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, créées dans les années soixante en France pour accompagner le grand mouvement de modernisation des campagnes en sécurisant les terres agricoles.

1927. Le berceau du roquefort, c'est l'Aveyron, grande terre paysanne, où se tient, à Réquista, Provençait, premier salon français de la brebis laitière. Encore un évènement majeur dont personne, en dehors du monde paysan, n'a entendu parler !

Choix des races, des fourrages, surtout quand les sécheresses obligent à entamer prématurément les stocks de l'hiver, conduite de l'élevage dans le plus grand respect du bien-être animal, condition de celui de l'éleveur, respect des conditions sanitaires, cohabitation parfois difficile avec les néo-ruraux, qui n'aiment ni le bruit, ni les mouches, et encore moins les bouses sur les routes, être éleveur, c'est un métier technique, difficile, où on ne compte pas ses heures de travail. Se retrouver avec ses pairs lors des fêtes, des salons, des congrès, au syndicat ou à la coopérative, représente une formidable occasion d'échanger sur son vécu, de partager son expérience. La fête qui suit les retrouvailles dure souvent une bonne partie de la nuit, même s'il faut se lever très tôt le lendemain matin,

car les bêtes ne connaissent pas les jours fériés !
Faire du fro-

Sans les éleveurs, la France
ne serait pas la France,
le pays des 1 500 fromages
et des terroirs.

mage, c'est une façon de créer de la valeur là où on vit loin des grandes villes, en autarcie une bonne partie de l'année, quand les touristes sont partis. C'est ainsi que sont nées les fruitières de nos alpages, parce qu'il y avait trop de lait en hiver dans les montagnes, préservant des races exceptionnelles comme l'Abondance, l'Aubrac, ou, pour le comté, les Montbéliardes et les Simmental, les deux seules

autorisées pour la plus grande des AOP fromagères, qui en comptent plus de 50, un record en Europe. Tout ce savoir-faire, cela veut dire autant de patrimoines, dans des territoires où on peut rester vivre toute l'année d'une activité à forte valeur ajoutée en créant de merveilleux paysages. C'est aussi pour cette raison que les stations de ski ont absolument besoin des canons à neige en hiver : sans les revenus apportés par la saison touristique, on ne peut plus vivre à l'année dans les montagnes. Elles se ferment et s'ensauvagent.

En 2022, après l'annulation de 2021, mes étudiants ont pu retourner au Salon de l'agriculture. Voici ce qu'en écrit une de mes étudiantes, Clémence : « Ne m'y étant jamais rendue ce fut un vrai choc pour moi, une expérience à part entière, l'entrée dans un monde aux antipodes de la vie parisienne.

Pour se remettre un peu dans le contexte, qu'est-ce que le Salon de l'agriculture ?

C'est une immense exposition, regroupant des agriculteurs du monde entier, entremêlant vente de produits, concours, expositions et informations. On compte cette année plus de 1 000 exposants. Ce ne sont pas seulement des agriculteurs, on y retrouve aussi des associations, des groupes du secteur agroalimentaire, des marques d'outillages mais aussi de grandes marques moins attendues ici comme McDonald. »

Tous ont reconnu que cette immersion avait changé en profondeur leur perception des enjeux alimentaires et productifs. Ne ratez pas le Salon de l'agriculture !

6.

Les nouveaux docteurs en betteraves

Des rencontres agricoles, j'en ai vécu beaucoup. Qu'ils soient viti (viticulteurs), arbo (arboriculteurs), céréaliers, producteurs de grandes cultures, en raisonné, en bio, en agriculture régénératrice, de conservation, en circuit court, en zone défavorisée, en péri-urbain, leur métier et leurs échanges sont d'une immense technicité.

Le travail des syndicats agricoles est d'ailleurs de se battre auprès des pouvoirs publics sur des décisions prises trop hâtivement (ou sur la foi d'expertises venues d'organisations non issues du milieu productif), qui ont parfois des conséquences désastreuses pour les exploitations, et auxquelles le profane ne comprend strictement rien. Imaginez que c'est l'administration, qu'elle soit parisienne ou bruxelloise, qui détermine, pour tout le territoire français (qui est quand même très différent en Bretagne et en Provence, dans le Ternois ou dans le Gers) quand planter, récolter, irriguer ou ne pas irriguer (avec le changement climatique, les arrêtés anti-sécheresse se multiplient), ce que vous avez le droit de cultiver ou non. Sans jamais s'être rendus sur le terrain, des

bureaucrates décrètent l'interdiction d'un traitement. Et le paysan se retrouve envahi de taupins.

Quand l'administration comprend qu'il faut rectifier le tir, parce que les protestations fusent de partout, la récolte est déjà perdue. Des mois de travail pour rien. Un manque à gagner pour le producteur d'abord, qui va peut-être le faire basculer dans un endettement insurmontable. Mais une perte aussi pour l'économie française, pour notre souveraineté alimentaire, pour notre indépendance stratégique.

Il existe aujourd'hui en France des filières menacées de disparition à cause de réglementations trop draconiennes, les cerises, les amandes, et plus globalement, l'arboriculture fruitière, victimes d'insectes invasifs face auxquels les producteurs n'ont plus de traitements. La punaise diabolique porte bien son nom. Les attaques se multiplient dans les vergers sans réponse efficace.

Et quand la sécheresse a sévi tout l'été, que l'eau manque, pensez-vous vraiment qu'il faille exiger des paysans qu'ils implantent des couverts intermédiaires, qui vont immédiatement crever ? C'est vraiment considérer que leur temps ne vaut rien... Plus une dépense conséquente et l'utilisation inutile de machines.

Un paysan, ça travaille
avec le vivant
et avec le temps !

Comment décider à sa place depuis un bureau ?

Quand vous vous promenez avec un agriculteur, c'est impressionnant comme il est capable de lire le paysage, d'évaluer les choix culturels de ses confrères, d'identifier immédiatement ce qui pousse, là, sous vos yeux, alors que vous, vous seriez bien incapable de distinguer une

orge d'un blé tendre, un plant de tabac d'un plant de tomates, des choux et des betteraves.

Quand vous assistez à l'une de leurs réunions, vous qui venez de la ville, vous ne comprenez rien à leurs échanges, à leurs discussions très précises sur les choix qu'ils sont en train de faire, les ravageurs qu'ils doivent combattre, *drosophila suzukii*, fusariose, mycotoxines, oïdium, altises, carpocapses, nématodes... La prolifération des virus, des bactéries, des champignons, des maladies, des insectes face auxquels ils n'ont plus de solutions devient dramatique. L'agroécologie est censée pallier ces impasses, mais elle montre elle aussi rapidement ses limites.

Il y a aussi toutes les machines, le tracteur bien sûr, mais aussi la moisbat, le pulvé, la herse étrille, la houe rotative, le robot trieur à capteur intégré, la station météo... Le monde paysan parle un langage connu de lui seul et face auquel vous êtes comme une poule devant un couteau.

Vous aviez bien un grand-père qui était paysan, peut-être même trois salades dans votre jardin, en train d'affronter les limaces (elles font bombance, car, bien sûr, vous ne voulez pas traiter), ou bien deux pieds de tomates cerises sur le balcon dont vous vous enorgueillez, alors qu'ils ne vous nourrissent même pas une semaine, après avoir pourtant déversé sur chaque plant trois carafes d'eau chaque matin – ce que l'agriculteur professionnel se garde bien de faire, lui qui pratique une irrigation de précision, afin d'optimiser l'efficacité de chaque goutte : quand on confronte ce qui est produit dans les jardins familiaux ou les micro-exploitations et la quantité d'eau

utilisée pour y arriver (voire les produits de traitement employés dans certains potagers-maison), il y a de quoi s'alarmer. Produire en grand, c'est aussi pratiquer les économies d'échelle et doser au plus juste.

Mais, fort de votre petite expérience personnelle, vous pensez donc légitimement savoir comment on fait pousser des trucs. Pourtant, les propos de ces gens qui échangent entre eux sur leur métier vous sont étrangers. Vous ne comprenez rien. Ils viennent d'une autre planète. C'est sans doute pour ça que vous les accusez de saccager la vôtre, prêts à leur expliquer, à ces ignorants, comment procéder pour respecter la sacro-sainte biodiversité... en oubliant que s'ils en font fi, eux, de la biodiversité, leur activité tournera rapidement court.

« Être né dans l'Aisne ne vous confère pas un doctorat en betteraves », assène à un politicien écologiste, qui lui dispense ses leçons agronomiques, Christiane Lambert, éleveuse de porcs dans le Maine-et-Loire, devenue la talentueuse et combattante présidente de la FNSEA¹. Ce syndicat sans cesse vilipendé est devenu la bête noire des prétendus défenseurs de la nature, qui semblent ignorer totalement l'existence d'autres syndicats agricoles, comme la Coordination rurale. La FNSEA, comme la CR, représentent pourtant toutes les agricultures et mènent un travail de fond compliqué et peu valorisant, car totalement en coulisses et hypertechnique, contre toutes les mesures aberrantes prises à Bruxelles ou à Paris, dont

1. <https://www.facebook.com/ChristianeLambertOfficiel/videos/mise-au-point-christiane-lambert-yannick-jadot/618130965510596/>

la mise en application signifierait souvent la mort des exploitations agricoles.

Le Pacte vert de l'Union européenne ne voulait-il pas imposer le gel de 10 % des terres agricoles et la conversion du quart en agriculture biologique ? La guerre en Ukraine, la flambée de la faim et l'inflation sont venus rappeler l'UE au principe de réalité... Mais l'objectif n'est pas abandonné pour autant. Car tout le monde s'imagine détenir un doctorat en betteraves.

Pourtant, vouloir imposer des calendriers de cultures ou interdire des produits de traitement sans connaître la réalité et la complexité du terrain, c'est dramatique. Importer des cerises de Turquie parce qu'on a interdit depuis 2016 en Europe le diméthoate, qui permettait de lutter contre la *Drosophila suzukii*, qui pourrit de l'intérieur les fruits en y pondant ses œufs, c'est dramatique. Décréter l'interdiction des néonicotinoïdes prétendument tueurs d'abeilles pour des plantes non mellifères, comme la betterave, c'est absurde. Mais le pacte vert de l'UE a aussi décidé de réduire de moitié l'emploi des produits de traitement de synthèse. On demande aux producteurs de remplir leur mission en les privant petit à petit de tous les moyens de le faire.

Interdire le glyphosate, c'est une balle que l'Europe se tire elle-même dans le ventre : contrairement aux accusations de ses détracteurs (qui ont fait leur fonds de commerce de leurs attaques répétées), le caractère non cancérigène, non mutagène et non reprotoxique de cet herbicide, dans le respect bien sûr des protocoles d'utilisation, a été maintes

et maintes fois prouvé², depuis qu'une désastreuse étude du CIRC (Centre International de recherche sur le Cancer, organisme dépendant de l'ONU), en 2015, qui le classait dans les cancérogènes probables (au même titre d'ailleurs que la viande rouge, la charcuterie, l'aspirine et le sel de cuisine), a été désavouée par les agences de sécurité française, européenne et américaine ; il n'existe pas pour l'instant de solutions de rechange aussi efficaces, peu coûteuses, et sûres. Le désherbage thermique utilisé pour le remplacer recourt à des machines qui émettent beaucoup de chaleur, de gaz à effet de serre, utilisent beaucoup de carburant... et ne sert à rien. Et la nature aime-t-elle vraiment passer au lance-flammes ?

En agriculture de conservation, où tout est mis en œuvre pour préserver les sols, on ne peut pas se passer de glyphosate, car il faut nettoyer la parcelle avant de semer. Il n'y a que dans les pays utilisant des plantes génétiquement modifiées pour résister à cet herbicide qu'on le met sur les cultures. Jamais en Europe, qui les interdit, en se tirant une nouvelle balle, dans le pied cette fois, à rebours du reste du monde, qui a compris, lui, que sans la génomique végétale, on ne trouvera pas de réponses rapides pour faire face au défi des invasions parasitaires, de la sécheresse et de la réduction des produits phytosanitaires.

2. <https://www.efsa.europa.eu/fr/topics/topic/glyphosate>. Voir aussi l'ouvrage de Gil Rivière-Wekstein, *Glyphosate, l'impossible débat, intoxic, mensonges et billets verts*, Le Publieur, 2020, et la lettre Agriculture et environnement n° 218, novembre 2022.

La Chine a ainsi donné son feu vert à la production de maïs et de soja génétiquement modifiés pour résister à la fois aux parasites et aux herbicides. Et en Afrique³, plus de dix espèces cultivées améliorées sont soit commercialisées soit en cours d'essai, dans 12 des 54 pays du continent, des plantes alimentaires comme des niébés résistants à la pyrale, des maniocs résistant aux maladies virales, et bien sûr, le maïs, première plante alimentaire du continent – 300 millions de personnes en dépendent directement – mais aussi des cotonniers sans gossypol (une substance toxique qui empêche d'en valoriser les protéines). Le génie génétique permet aussi d'élaborer des orges capables de fixer directement l'azote atmosphérique, ce qui permettrait de se passer d'engrais azoté de synthèse, dont la guerre en Ukraine a privé les pays en développement, et dont on connaît les risques pour la pollution des nappes phréatiques.

Croire que le paysan déverse des « pesticides » sur son champ par plaisir, c'est oublier à quel point ça lui coûte cher, ça lui prend du temps, et pour tout dire, ça l'emmerde. La quantité de produits phytosanitaires employés dans nos campagnes n'a cessé de baisser, elle a diminué de près de moitié en trente ans, et si les chiffres de vente se maintiennent, c'est grâce aux produits dits de biocontrôle, perçus comme plus naturels, mais beaucoup plus chers, et dont la vérité oblige à dire qu'ils ne marchent pas aussi bien qu'on le voudrait. L'interdiction de

3. Biotechnologies végétales info n° 28, www.biotechnologies-vegetales.com

nombreuses molécules, la séparation du conseil et de la vente, l'extension des surfaces cultivées en agriculture biologique augmentent paradoxalement le recours à des produits de traitement ! Parce que les paysans se retrouvent confrontés à des impasses techniques, qu'ils tâtonnent, pendant que la pression parasitaire ne cesse de s'aggraver avec la mondialisation et le changement climatique.

Si le Brésil, la Chine ou l'Inde font encore un usage massif des honnis pesticides, c'est que le monde tropical continue d'affronter les pestes qui ravageaient hier le monde tempéré (et qui y reviennent en force avec l'abandon des traitements), mais ils ne demanderaient pas mieux que de faire autrement. Il faut les aider à franchir le cap en leur donnant accès aux produits et aux méthodes que le Nord essaie aujourd'hui de généraliser pour faire mieux avec moins, au lieu de les stigmatiser. L'Europe se veut exemplaire en la matière et c'est tant mieux, si cette entreprise de moralisation reste réaliste. Mais il faut aussi prendre la mesure des défis pour comprendre que réussir à se nourrir de façon régulière et saine ne tombe pas du ciel. Surtout quand nous sommes 8 milliards d'humains, dont la moitié vit en ville.

Un spécialiste de la coopération africaine, Jean-David Naudet⁴, s'interrogeait sur ces jeunes volontaires humanitaires persuadés de détenir la vérité, venus enseigner aux paysans africains comment lutter contre la faim et sortir du sous-développement.

4. *Trouver des problèmes aux solutions : Vingt ans d'aide au Sahel*, Éditions OCDE-Club du Sahel, 1999.

Il dépeignait avec humour « l'Occidental à grande bouche et petite oreille s'adressant à l'Africain à petite bouche mais grande oreille ». Le volontaire humanitaire en Afrique était toujours en « mission », le paysan africain en France venait, lui, forcément effectuer un « stage ».

Aujourd'hui, les urbains à grande bouche et petite oreille s'adressent aux paysans des campagnes, qui les écoutent sans piper mot, mais n'en pensent pas moins. Le salarié de l'ONG environnementale ou de l'administration publique arrive dans les campagnes, prêt à « rectifier » ces paysans ignorants en leur imposant les bonnes pratiques – dont il ne doit pas, lui, vivre concrètement, puisque ses recommandations éclairées n'auront aucune conséquence directe sur sa fin de mois. En face de lui, il y a des gens qui jouent leur avenir, la santé économique de leur exploitation, leur santé

tout court.

Comment s'étonner
que la France,
comme bien d'autres pays,
se désagriculturalise ?

Il existe désormais une police de l'environnement, une armée de contrôleurs, des surveillances par satellite !

Les campagnes européennes deviennent plus scrutées que le bassin amazonien : le paysan est forcément fautif. Et puisqu'il perçoit des aides, il doit montrer patte blanche, ce soi-disant chasseur éhonté de subventions. Quand un agriculteur voit débarquer chez lui les cow-boys armés de la police de la biodiversité, il se sent forcément fautif, quand bien même il aurait tout mis en œuvre pour agir au mieux. Le

stress, la lassitude devant tant de suspicion sont tels que si l'exploitant est par ailleurs endetté, débordé, il se décourage, voire commet l'acte fatal. Ce drame ignoré des campagnes devrait nous mobiliser, être un sujet de scandale national... Ce n'est pas le cas.

Mais si les éditeurs, les journaux, les ONG de l'environnement, qui reçoivent des montants considérables d'aides, sur lesquelles ils se montrent très discrets (et dont ils utilisent une partie à taper sur les paysans), étaient victimes d'un tel acharnement, alors on les entendrait s'indigner. Qui les contrôle, eux ? Les agriculteurs au contraire doivent à longueur de journée supporter les discours de tous ceux qui stigmatisent leurs pratiques sans connaître leur métier, et qui vivent pourtant, sans le savoir, à leurs crochets : l'argent public se nourrit du secteur productif. Même le plus brillant éditorialiste a besoin de se remplir la panse. Pour vitupérer dans un micro, il faut être bien nourri, ne pas avoir le souci du lendemain. Pour piétiner un champ cultivé dans le but d'aller détruire une retenue d'eau, il ne faut pas être inquiet de ce qu'on va trouver à manger le soir en rentrant chez soi, satisfait de cette journée de combat vertueux contre les méchants paysans « productivistes » de « l'agro-industrie ».

Il est temps de remettre les pendules à l'heure.

Une campagne sans
 paysans, c'est une cam-
 pagne qui meurt. Ou
 bien juste un décor,
 entretenu à grands frais pour épater la galerie, pen-
 dant qu'on se nourrit en important de pays lointains

(La faim revient,
 et elle est sans pitié.)

(qui continuent, eux, de savoir à quel point la nourriture est stratégique) des aliments dont nous ne voudrions pas dans nos campagnes.

7.

Le roi méconnu de la nature

Combien de représentations montrent le paysan ou la paysanne, courbés, modestes, pauvres mais dignes ? Combien de préjugés de classe autour de cette profession, qui pousse tant d'agriculteurs à refuser que leurs enfants prennent la suite : « Tu ne seras pas paysan ! » Dans les années soixante, les familles rurales voulaient que la génération suivante quitte le métier. Ce sont les petits-fils et les petites-filles qui reviennent aujourd'hui à la terre. « Paysan », ce mot qui reste encore trop souvent une insulte dans les pays pauvres, a retrouvé ses lettres de noblesse.

Le paysan est le roi méconnu de la nature. C'est lui qui fabrique ces paysages magnifiques qui nous submergent de bonheur quand nous passons une journée à la campagne. Ou quand nous y louons une petite maison, pour retrouver du sens à notre vie, maintenant que le télétravail permet de s'échapper plus souvent des bureaux.

Lavandes violettes du Ventoux, où se déversent les cars de touristes en quête de photos souvenirs, blés dorés ondulant au vent des grandes plaines

céréalières du bassin parisien, forêts landaises que l'on sillonne à vélo en écoutant les cigales, vaches blondes dans les prés limousins, moutons paissant les steppes des Causses, vergers normands, bretons ou gardois, dont la floraison printanière n'a rien à envier à celle des cerisiers japonais, dans un étourdissement d'abeilles pollinisatrices et de mésanges charbonnières, dont l'arboriculteur fait autant d'auxiliaires dans sa lutte contre les nuisibles...

Si la campagne, la montagne,
le bocage sont beaux,
nous le devons
à ceux qui les cultivent
et en tirent le meilleur.
Le paysan est un chef
d'orchestre dont
les instruments sont le ciel,
la terre et la nature.

Il doit maîtriser le calendrier des cultures sans pouvoir maîtriser la météo. Savoir comment chacune des variétés plantées va réagir, quand on lui apporte – ou pas – de l'engrais, des nutriments, des biostimulants. Et puis guetter l'insecte ravageur, la moisissure toxique, combattre l'envahissement par les mauvaises herbes. Veiller à ce que les bêtes aillent bien, sélectionner son cheptel avec soin. Chercher de nouveaux débouchés, de nouvelles spécialités. Vouloir transmettre à ses enfants une belle ferme, en bon état de marche. Une ferme qu'on tient souvent de ses grands-parents, qui l'ont reçue eux-mêmes de leurs parents.

Il existe ainsi des dynasties agraires, dont la fierté repose sur l'entretien et l'amélioration de

l'exploitation, même si les façons de travailler changent de génération en génération. Devoir quitter sa ferme, c'est un crève-cœur, un échec. Voilà pourquoi certains paysans se terrent dans le silence quand les difficultés s'accumulent, alors que la solidarité et l'entraide restent si nécessaires. Le monde agricole n'a cessé de développer des formes de mutualité sociale, de coopératives, de groupements, de syndicats. Pour être fort et aller loin, pour se faire entendre, il faut être unis.

Mais face aux attaques sociétales, certains se désolidarisent, joignant leurs voix à celles de leurs ennemis. La désunion est le poison lent qui mine le milieu agricole aujourd'hui. Il existe des paysans, installés généralement sur de toutes petites surfaces, qui se font un plaisir de critiquer leurs pairs dans les médias. Ce manque de solidarité est suicidaire. Il met en danger ce qui était notre fierté : être une grande nation nourricière, sur moins de 5 % pourtant des terres cultivées dans le monde.

(Il faut à tout prix préserver
cette force agricole,
cette indépendance
et cette souveraineté
alimentaire.)

Il le faut à travers une grande diversité de modèles de production, certes, qui devraient être associés et non opposés, dans des projets alimentaires de territoire par exemple, ou une vision globale de l'avenir des régions, qui puissent associer le destin de la moyenne montagne et celui des littoraux menacés par la montée des eaux, unir les grandes plaines céréalières et les bocages.

Réintroduire un équilibre d'ensemble dans un pays considéré comme l'un des plus beaux du monde, précisément parce qu'il est cultivé, soigné.

Les aristocrates aiment tenir le compte de leurs illustres racines, mais le paysan aussi est enraciné dans un terroir. Quand la lignée s'arrête faute de repreneurs, il faut trouver un successeur. Donner envie à un jeune de reprendre le flambeau. Ne pas perdre les bonnes terres, ne pas les voir disparaître sous le béton d'un lotissement ou d'une zone industrielle.

Ceux qui s'installent aujourd'hui en agriculture déplorent souvent le manque de terres, leur coût prohibitif. « Le Var, c'est le Qatar », disent ceux de la Provence. Ne parlons pas de la Bourgogne, que le monde entier nous envie, au point que les domaines passent de plus en plus sous le contrôle de propriétaires étrangers ou de fonds d'investissement. Ou de la Bretagne, surtout littorale, hier répulsive au point d'avoir été une grande terre d'émigration (le syndrome Bécassine), aujourd'hui attractive et fière de son histoire, de sa culture celtique, de ses paysages uniques, de sa contribution à l'alimentation des Français et des Européens, entre terre et mer. Mais les Bretons aussi ont de plus en plus de mal à conserver leurs fermes.

C'est le comble : plus un paysan rend beau un terroir, plus nous le lui faisons payer cher en le déposédant de sa terre. Les Safer déplorent ainsi ce qu'elles appellent la « consommation foncière masquée », celles des riches urbains qui acquièrent de beaux domaines agricoles... et ne les cultivent plus. Elle s'ajoute à l'extension des friches et des zones d'activité, qui consomment de la bonne terre arable,

de façon plus discrète mais tout aussi préjudiciable à la vie économique et sociale d'un territoire que celle des lotissements, des parkings et des supermarchés, car elle multiplie les propriétés fermées toute une partie de l'année, vitrifiant les territoires en décors de nantis, telle l'île de Bréhat ou les villages de la Côte d'Azur.

Les premiers ennemis
des campagnes ne sont pas
les paysans, mais ceux
qui viennent coloniser
leur monde sans égard
pour leurs pratiques.

En Nouvelle-Aquitaine, c'est la ruée vers les littoraux, vers les forêts. Mais bien peu sont ceux qui, acquérant un petit pavillon ou installant un mobil-home à l'ombre des pins dans la forêt des Landes, débroussaillent leur parcelle. C'est ainsi que se déclenchent les incendies, en bordure de forêts cultivées par des propriétaires fonciers soucieux d'ouvrir des pistes et de créer des réserves d'eau, mais débordés par la rurbanisation, le mitage.

Les urbains venus de la ville dévorent les campagnes qu'ils trouvent si attrayantes et en chassent progressivement ceux qui les ont façonnées. Ils perdent ainsi progressivement le bénéfice d'un travail soigné, non seulement nourricier mais aussi paysager. La friche, la broussaille gagnent. Les champs se ferment, remplacés par des taillis. Les fleurs disparaissent, submergées par les ronces et les orties, ou l'ambrosie qui suscite de graves allergies. Impossible désormais de flâner sur de beaux chemins

entretenus : la végétation a tout envahi parce que les paysans sont partis.

Il suffit d'une sécheresse prolongée et d'un geste malheureux, barbecue, feu de camp, cigarette, tesson de bouteille abandonnée, pour que la nature s'embrase. Méga-feux, destruction massive (même si tout, en réalité, repousse très vite, combien d'animaux brûlés dans l'incendie !), déploration d'un monde en train de disparaître... Voilà comment on alimente les discours sur l'effondrement, la peur de l'avenir, toute cette collapsologie qui décourage la jeunesse et la met en colère contre ses aînés.

Mais le discours nostalgique de ceux qui déplorent le monde qui n'est plus oublie que les premières responsabilités viennent de cette éviction méthodique des artisans de la nature, partis en premier, parce que nous n'avons pas compris à quel point ils comptaient.

(L'agriculture est un trésor,
l'agriculteur, son chevalier
nourricier. Ne tuons pas
la poule aux œufs d'or.
Qui nous nourrira demain ?)

8.

Des magiciens et des chevaliers

Comment ne pas être pétri d'admiration devant ceux qui assurent une triple mission, nourrir, créer, protéger ?

Nous nourrir d'aliments variés, sûrs, abondants, beaux à regarder et bons à manger, créer de la richesse, des emplois, des paysages, nous protéger de la faim qui a fait tant de ravages dans l'histoire de l'humanité, les paysans sont des magiciens de la nature qui savent en tirer le meilleur. Leur pierre philosophale à eux repose sur un travail acharné et une connaissance incomparable des secrets de la nature.

Oui, le paysan est à la fois un magicien et un chevalier.

Un magicien parce qu'il cultive le blé qui donnera le pain, plante les betteraves (et la canne outre-mer) qui fourniront l'indispensable sucre, élève les vignes qui feront les meilleurs vins, soigne les bêtes sans lesquelles la gastronomie serait orpheline, sans lesquelles les terres les plus pauvres resteraient incultes, stériles. Un magicien qui plante et soigne les arbres capables de nous donner leurs plus beaux fruits, de

la simple pomme, véritable miracle de la nature, dont la perfection ne peut être atteinte qu'après un travail constant dans le verger, à cet ambre précieux qu'est la résine de pin, qui sauva les paysans des Landes de la misère et renaît aujourd'hui à la faveur du développement durable.

Un chevalier parce que, pour réussir ces prodiges, le paysan doit triompher des caprices du temps, des attaques des ravageurs, mais aussi des critiques que tous ceux qui ne comprennent pas la complexité de son travail adorent lui adresser.

Et on peut se demander quel est le pire ravageur pour celui qui nourrit le monde. L'insecte, la moisissure, la maladie ? Ou bien les attaques décourageantes de tous les repus qui s'imaginent que cultiver la terre est à la portée du premier venu ?

Combien sont les donneurs de leçons, inconscients de la science et de l'expérience des paysans, et toujours prêts à leur prodiguer des conseils inspirés face à des pratiques jugées désastreuses ? Notre arrogance, nous les urbains, n'a d'égal que notre ignorance. Nous continuons à les prendre pour des bouseux, alors qu'ils muent depuis longtemps la boue en or. Ils protègent notre santé et bâtissent les socles de la convivialité : partout, c'est toujours autour des meilleurs mets et des bons vins que les humains se réunissent pour célébrer ce qui compte le plus dans leur vie.

Les paysans forment
une chevalerie protectrice
de l'humanité
et de la nature.

Et en nous nourrissant, ils construisent aussi les paysages travaillés qui rendent belle la terre. Les

vignes, les vergers, les immenses champs de céréales dorées, les prairies vertes et fleuries, la forêt cultivée, rien de plus beau que la nature soigneusement ordonnée, cette biodiversité nourricière qui ne cesse d'évoluer au fil de nos besoins, et du changement climatique, qui oblige à repenser sans cesse l'adéquation des variétés cultivées aux nouvelles conditions de culture.

Aujourd'hui revient l'apologie du fouillis. Les mauvaises herbes colonisent les villes au nom d'une vision bien erronée de la biodiversité, les municipalités incitent leurs administrés à entretenir de petits lopins, ils aimeraient bien transformer les parcs urbains en paysages comestibles. Comme à Nantes, où la municipalité a bien dû se rendre à l'évidence devant les très maigres récoltes qu'elle parvenait à grand mal à obtenir, tout foire. Rats et moustiques adorent ces îlots de « nature » qui ne donnent rien, mais attirent les papiers gras et les mégots de cigarette.

Dans les campagnes, les nouveaux adorateurs du naturel prônent l'ensauvagement, le mélange hasardeux des variétés qu'ils qualifient d'agroécologie, laissant le *datura* pointer ses fleurs mortelles au milieu des courgettes, qui deviennent elles-mêmes toxiques en se ressemant. La vraie agroécologie suppose des connaissances si pointues qu'il faut être parfaitement formé pour la mettre en œuvre et pouvoir en tirer les fruits.

Mais non, il faudrait intervenir le moins possible, « se réconcilier » avec la nature. Pourtant, le jardin de curé, c'est une aberration quand la moitié de l'humanité vit en ville et que plus personne ne

veut travailler la terre de ses mains. Pour nourrir le monde, il faut être rigoureux.

Nourrir. Le paysan, c'est celui qui détient la science de la terre, celui qui connaît le vivant mieux que quiconque, celui qui sait domestiquer la nature pour qu'elle puisse nourrir les hommes sans les empoisonner.

Ce pouvoir incroyable le rend aussi dépendant des caprices du ciel. Cultiver la terre, c'est regarder les nuages, craindre que la pluie n'arrive pas, ou qu'elle arrive trop tard ou trop fort. Mais c'est aussi inventer des réponses pour ne pas dépendre uniquement de la pluie, comme les puits, le goutte-à-goutte, les réserves d'eau, le pilotage précis et rigoureux de l'irrigation.

(Irriguer, protéger,
innover, le paysan
l'a toujours fait.) En jargon moderne,
aujourd'hui, on utilise
de grands mots qui
veulent dire la même
chose : l'agriculteur est devenu le manageur de la
photosynthèse et le grand ordonnateur des agro-
écosystèmes. Il doit être capable de nourrir des
humanités toujours plus nombreuses, pas seulement
sa famille, mais la ville, la région, le pays entier.
Voire le monde. Une sacrée mission.

Une mission sacrée.

9.

Une rémunération juste pour une agriculture digne

Si le paysan est un expérimentateur dans l'âme, toujours à l'affût d'une solution meilleure, pour ses champs, pour ses conditions de vie, mais aussi pour son portefeuille, le prix fait office de juge de paix. Dans une exploitation agricole, quelle que soit sa taille, vous regardez ce qui rentre – semences, phytos, matériels, carburants, salaires... – et ce qui sort, à savoir le prix de vente. Aujourd'hui, les prix de la nourriture augmentent certes, au point que de nombreux ménages doivent se serrer la ceinture, mais les charges de structure sont devenues si lourdes que l'équilibre financier de bien des fermes est menacé.

Le prix des intrants a explosé ces dernières années avec l'inflation. Bouteilles, piquets, machines, énergie, les pénuries se multiplient, mettant certaines filières en danger. Toutes les productions sont concernées. Voir le prix de l'énergie soudain multiplié par dix, c'est un drame quand il faut tenir les poussins au chaud, respecter la chaîne du froid en matière de production laitière, pour ne pas risquer le retour des contaminations et des bactéries d'hier, si meurtrières, comme les terribles listérioses, qui

séviennent et tuent toujours dans bien des pays pauvres. Ce n'est qu'en 1969 que la loi Godefroy impose des normes draconiennes sur la qualité bactériologique du lait, faisant passer les fermes du bidon au tank. Le bidon sert aujourd'hui d'objet décoratif. Le tank et le camion-citerne garantissent notre santé.

L'énergie coûte désormais une fortune. Le gouvernement a instauré un bouclier

(Sans énergie,
il n'est pas d'agriculture
possible.)

tarifaire pour les ménages, mais pas pour les entreprises. Certaines fermes disent que si le prix de l'énergie continue d'augmenter, elles devront cesser leur activité. Sobriété, substitution, solidarité, dit l'Europe, avec son plan PowerEU. Certes. En pratique, c'est plus compliqué. Il n'y a aucune solidarité en Europe, la sobriété ne doit pas conduire à la misère. L'explosion des prix du gaz compromet notre sécurité alimentaire... sauf si l'on parvient à réaliser la substitution. Elle passe par les agriculteurs, s'ils parviennent à produire de l'énergie verte et locale, au service de tous. Et ils en ont toutes les réponses.

Relocaliser l'énergie, c'est la voie de l'indépendance stratégique : en France, on n'a pas de pétrole, mais on a des paysans. Une filière bois, du gaz vert, de l'agrivoltaïsme, des éoliennes, tout cela, c'est de l'électricité renouvelable. Remplacer le gaz russe d'origine fossile, dont nous ne voulons plus, mais aussi le gaz de schiste américain, que nous condamnions hier pour ses dégâts écologiques, et qu'il faut liquéfier pour le transporter, puis regazéifier dans des terminaux méthaniers, par du gaz de ferme, c'est

relocaliser, alléger la balance commerciale et progresser vers notre souveraineté énergétique, mise à mal par l'absurdité avec laquelle nous avons laissé s'effondrer la filière nucléaire.

Gaz de ferme est une start-up fondée par des éleveurs de chèvres dans les Pyrénées. Elle travaille sur des « carbo-séparateurs » installés directement dans les exploitations pour produire sur place une énergie à base de méthane, au lieu de laisser repartir dans l'atmosphère ce redoutable gaz à effet de serre, trente fois plus réchauffant que le dioxyde de carbone, même s'il y reste moins longtemps.

Aujourd'hui, les paysans produisent le cinquième de l'énergie renouvelable en France. Les méthaniseurs se sont multipliés, suscitant parfois l'opposition de citoyens qui, tout en émettant le souhait d'une agriculture locale et de proximité, ne sont pas toujours prêts à en accepter les contraintes lorsqu'elles se déploient dans leur environnement proche. C'est le fameux syndrome NIMBY (*not in my back-yard*), qui rend difficile tout nouveau projet d'installation agricole, y compris l'extension d'un poulailler bio ou une ferme équestre.

La méthanisation agricole permet pourtant

(Les néo-ruraux aiment
la nature mais aseptisée,
comme leurs piscines.)

de valoriser les effluents d'élevage, les déchets de scieries, les sous-produits de la chaîne de transformation, tout en produisant de l'énergie, de la chaleur, et un sous-produit, le digestat, qui sert d'engrais organique neutre, bien utile quand manquent les fertilisants azotés venus de Russie et de Biélorussie. Beaucoup

de fermes s'associent aujourd'hui pour mettre en œuvre des unités de méthanisation, car ce sont des projets coûteux, et devenir ainsi des acteurs positifs de l'écologie à l'échelle municipale, en alimentant non seulement l'exploitation agricole, mais aussi le réseau de chauffage de la ville, les réservoirs des voitures en carburant vert, et recycler utilement les déchets ménagers.

(L'agriculteur devient ainsi
un pilier central des stratégies
bas carbone et des projets
alimentaires de territoires.)

En France, la méthanisation ne concurrence pas la production alimentaire : elle en valorise les sous-produits. C'est un modèle d'économie circulaire. Et quand les agriculteurs se mettent d'accord préalablement entre eux pour que les éleveurs ne soient pas pénalisés – leur grande crainte est que les unités de méthanisation deviennent de gros Molochs qui engloutiraient des ressources nécessaires à leur activité, comme le maïs –, tout le monde est gagnant : transformer en énergie verte le lisier de porc ou les fientes de volailles, c'est créer de la valeur supplémentaire en renforçant son autonomie énergétique.

(Voilà les agriculteurs
devenus énergéticiens !
Le paysan, c'est celui
qui invente, innove, teste,
à l'affût permanent
de la bonne idée,
de l'opportunité.
Tout le contraire
d'un monde immobile.)

Réduire les charges de structure commence par l'économie circulaire à l'échelle de la ferme. Tous les paysans font leurs calculs, qu'est-ce qui rentre ? Qu'est-ce qui sort ? Combien de productions, avec quel rendement et à quel prix de vente ? Où les vendre pour s'en sortir ? À la ferme directement, dans ces magasins de proximité si recherchés lors des confinements ? Oui, si on a une personne pour vendre, mais il faut la salarier (la grand-mère vissée au comptoir dans l'attente du client, ça ne correspond plus aux attentes des seniors d'aujourd'hui...), et si le consommateur veut bien se déplacer, même quand il fait mauvais.

Mais il est capricieux et infidèle, le client ! Surtout quand il doit resserrer les cordons de sa bourse et opte pour la grande surface du coin. Les magasins paysans ont bien marché pendant les premiers confinements, tout comme le bio, quand les gens devaient faire les courses près de chez eux. Beaucoup se sont effondrés depuis, tout comme les productions biologiques, jugées trop chères. Ceux qui s'en sortent profitent des zones très touristiques, de consommateurs aisés à fort pouvoir d'achat, ou bien de milieux ruraux où aller s'approvisionner à la ferme reste une habitude.

Mais les quantités vendues sont quand même globalement faibles.

(Être en bio, c'est forcément
se limiter à un marché de bobos.)

Ou dépendre de structures qui ne rémunèrent pas forcément leurs fournisseurs aussi bien qu'elles le clament à grands renforts de campagnes de publicité. Les grandes surfaces, qui détiennent la moitié

du marché du bio en France, font des marges très importantes sur ces rayons bio, mais les produits importés concurrencent de façon déloyale le bio national (sans souvent respecter les exigences du bio français, au nom de la prétendue « bioéquivalence », une supercherie qui se fait sur le dos du producteur français, et les contrôles sont très limités). Et surtout la capacité d'absorption des marchés montre rapidement ses limites, ce qui oblige à déclasser les produits bio en conventionnel. Comme les prix de la nourriture flambent depuis les 3 C (Covid, Conflit en Ukraine, Crise climatique), les chambres d'agriculture observent un mouvement, encore limité mais réel, de « déconversion » : des agriculteurs qui retournent au conventionnel, jugeant que le bio est une impasse.

Un bon paysan respecte en effet une règle d'airain : ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Vendre en direct, c'est bien, mais ça prend du temps, ça coûte cher, et ça peut vite devenir incertain. Passer par une coopérative ou un négociant, qui peut jouer sur les économies d'échelle, lisser la volatilité des prix, et être l'interlocuteur puissant des industries de transformation ou des supermarchés le protège. Souvenons-nous de l'adage : un paysan seul est trop souvent un paysan spolié.

Il faut être unis en France, où quatre centrales d'achat seulement dictent leur loi. La grande majorité des achats alimentaires des ménages passe de plus en plus par la grande distribution. Jamais le discount alimentaire ne s'est aussi bien porté. Une grande enseigne comme Carrefour, qui misait il y a peu sur le bio, où les marges étaient donc très

confortables, a choisi désormais d'ouvrir des entrepôts alimentaires où les ménages viennent acheter de grosses quantités à bas prix, comme les professionnels le font avec Metro. La crise et l'inflation propulsent les hard-discounters alimentaires, tels Lidl, Netto, Aldi, Supeco, Normal, et même Atacadao, venu tout droit du Brésil, bien avant le bio.

Pourtant, à écouter certains médias, il ne faudrait que de petits producteurs vendant sur les marchés des produits frais et locaux !

Mais l'agriculture de panier, c'est la précarité assurée, autant pour le producteur que pour le consommateur, dont les besoins sont loin d'être assurés par le local – sauf s'il a fait vœu de sobriété et y consacre ses journées. Les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) sont animées par des militants et des convaincus, prêts à payer le juste prix pour des produits non choisis, mais de saison, pas toujours faciles à cuisiner (comme les salsifis noirs, des horreurs), souvent limités en hiver, voire absents en cas d'infestation parasitaire, de gel brutal ou de manque d'eau. Les adhérents s'engagent sur une année entière d'achats hebdomadaires réguliers. Cette démarche est admirable, car elle montre une volonté de maintenir une agriculture paysanne de proximité, de créer du lien, de la solidarité... mais elle ne pourrait pas être généralisée : les habitants d'île de France consomment 2 millions de tonnes de fruits

Pour nourrir le monde,
il faut des volumes,
de la régularité, des prix,
pas uniquement
du militantisme.

et légumes chaque année, les 340 AMAP en fournissent 3 500 tonnes¹.

Certains thuriféraires de l'agriculture paysanne de proximité, adeptes des grandes déclarations lyriques, les oublient d'ailleurs aussitôt attablés. La nourriture ne peut pas être produite seulement pour une élite qui a les moyens en laissant le reste du monde crever. Et l'approvisionnement des mégapoles du monde n'est assuré qu'à un infime pourcentage par le local : 2 % en France, selon le rapport 2021 du sénateur Hervé Gillé².

Bref, sans Rungis, Paris s'asphyxie. Sans les MIN (les marchés d'intérêt nationaux) les grandes villes basculent dans les émeutes de la faim, qui sont d'abord des émeutes du pouvoir d'achat. La révolte des gilets jaunes nous rappelle à quel point les fins de mois passent avant tout. Les citoyens détestent les étals vides et les prix qui flambent.

Une rémunération digne de celui qui les nourrit passe par la reconnaissance de son travail et de sa contribution à notre économie par des prix justes. La chaîne de valeur ne doit pas systématiquement pénaliser ceux qui apportent le fondamental en produisant la nourriture. Depuis 2018, la loi Egalim s'est donné pour objectif de garantir la rémunération des agriculteurs en tenant compte de leurs coûts de production. Ils sont donc mieux protégés et c'est l'industrie agro-alimentaire, premier secteur

1. Jean-Paul Charvet, Xavier Laureau, *Révolution des agricultures urbaines, des utopies aux réalités*, France agricole, 2018.

2. « Vers une alimentation durable et locale », Rapport d'information n° 620, 19 mai 2021.

industriel de France, qui comprime ses marges, car elle est prise en étau entre les impératifs de la loi Egalim et les exigences de la grande distribution, qui tente, malgré la flambée de tous les coûts (énergie, transport, matières premières, main-d'œuvre, sur fond d'inflation) de maintenir des prix accessibles au consommateur.

Seuls moyens de résoudre cette équation qui semble impossible : les quantités, donc la performance et l'augmentation de l'offre, en redonnant à la profession d'agriculteur son attractivité. Mais aussi la mise en place d'une taxe carbone aux frontières pour ne pas produire de la déforestation importée. Le refus du double standard enfin : le Sénat ne cesse d'alerter les pouvoirs publics sur les distorsions de concurrence qui nuisent à l'agriculture française, en 2019 avec le rapport du sénateur Laurent Duplomb, montrant que jusqu'au quart des produits alimentaires qui entrent en France, y compris en provenance d'Europe, ont été produits dans des conditions et avec des molécules interdites aux agriculteurs français, exerçant une pression à la baisse sur leurs propres productions.

Issu d'un département très rural, la Haute-Loire, où l'agriculture joue un rôle essentiel pour maintenir vivants les territoires, Laurent Duplomb insiste en 2022³, dans un rapport prouvant que sur des produits essentiels comme les poulets, les pommes, les tomates, mais aussi le blé et le lait, la

3. Rapport d'information de MM. Laurent Duplomb, Pierre Louault et Serge Mérillou, fait au nom de la commission des Affaires économiques, n° 905 (2021-2022) – 28 septembre 2022.

compétitivité de la Ferme France est victime d'une concurrence déloyale, qui l'a fait passer du deuxième rang mondial en 2000 au sixième en 2022.

Qui aurait pu imaginer, en songeant au pacte agricole passé par la France du général de Gaulle avec ses paysans, lors de la création des lois d'orientation agricole de 1962, à François Mitterrand faisant campagne en 1981 en exaltant la force tranquille, sur fond d'un petit village de la Nièvre, à Jacques Chirac, notre président corrézien dévorant allègrement sur les stands du Salon de l'agriculture tout ce qu'on lui offrait, que serait menacée la pérennité d'une activité qui occupe plus de la moitié du territoire français, constitue avec l'agro-alimentaire le deuxième employeur de France, derrière l'artisanat, et un des rares postes d'excédents d'une balance commerciale, dont le déficit dépasse désormais 100 milliards d'euros ?

Certes les céréales et les produits laitiers assurent encore des excédents. Mais le poste le plus fructueux vient de la vigne. Sans les vins et spiritueux, donc sans le champagne, le cognac, et toute cette France vinicole dont nous sommes si fiers, et qui fonde le repas gastronomique français, inscrit en 2010 au Patrimoine mondial immatériel de l'Unesco, nous serions déjà en déficit.

La France est en train de perdre sa souveraineté alimentaire !

Il y a péril en la demeure. « Je veux que vous paniquiez », s'exclamait à Davos en 2019 la petite Suédoise blonde, qui a su mobiliser la jeunesse autour des enjeux climatiques.

Mais nous devrions tous paniquer. Se nourrir sans dépendre des autres, sans devoir acheter à Poutine, grand gagnant du changement climatique, ou à l'Oncle Sam, qui n'a aucun problème pour utiliser le génie génétique, soutenir massivement ses « farmers », et faire de l'aide alimentaire une arme stratégique, c'est vital pour un pays. Surtout quand on a été une grande puissance agricole et qu'on est en train de perdre du terrain.

Il est urgent de tout mettre en œuvre pour maintenir une agriculture performante et respectée, depuis le producteur jusqu'au transformateur. Du champ à l'assiette. De la ferme à la fourchette.

La dignité de l'agriculteur
passe par une rémunération
qui reconnaît la valeur
de son travail, au service
de toute la société.

Et parce que le paysan est un indispensable allié de la lutte contre le changement climatique, il a besoin de la jeunesse et la jeunesse a besoin de lui.